

Le projet de constitution européenne, un futur chaos social pour les peuples de l'Union.

Le projet Fillon pour l'éducation s'inscrit très clairement dans la constitution européenne. D'une manière générale, ce projet européen apporte le libéralisme le plus ultra qui soit en Europe. L'idée maîtresse est d'enlever tous les freins qui seraient susceptibles d'empêcher ou de freiner la libre concurrence, le libre échange, la liberté d'entreprendre et la libre circulation des capitaux. Tous les acquis sociaux obtenus en France et dans d'autres pays de l'Union, acquis souvent au prix de luttes sociales très difficiles vont voler en éclats. Tous les services publics sont touchés (ils ne portent d'ailleurs même plus ce nom là dans la directive européenne), puisque dans le projet européen, ils sont eux aussi soumis à la concurrence. Plus même, il est bien précisé que rien ne doit s'opposer à cette libre concurrence. Ceci est l'inverse exact de ce qu'est un service public en France, qui normalement n'est pas là pour concourir ou pour être rentable, mais pour remplir des missions particulières. En synthèse, ce projet est l'accroissement assuré des fortunes actuelles les plus colossales, une minorité de personnes auront accès à la meilleure éducation, la meilleure santé et la meilleure qualité de vie. C'est un projet pour quelques-uns et, à ce titre, il n'a aucun sens et doit être rejeté le plus massivement possible.

Par rapport au projet Fillon, dans l'encadrement donné par la constitution européenne, il est dit : « **Pour 2010, l'enjeu de l'Union européenne est de devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde.** » La direction est clairement donnée !

Que dit la constitution par rapport à l'éducation ?

Peu de choses en vérité, revoyons l'article II-74 :

- 1- *Toute personne a droit à l'éducation, ainsi qu'à l'accès à la formation professionnelle et continue.*
- 2- *Ce droit comporte la faculté de suivre gratuitement l'enseignement obligatoire.*

On peut remarquer avec ces 2 articles qu'on ne fait pas mention d'une formation professionnelle gratuite et que la gratuité de l'enseignement n'est garantie que pendant le cycle de l'enseignement obligatoire, soit jusqu'à 16 ans !

- 3- *La liberté de créer des établissements d'enseignement dans le respect des principes démocratiques, ainsi que le droit des parents d'assurer l'éducation et l'enseignement de leurs enfants conformément à leurs convictions religieuses, philosophiques et pédagogiques, sont respectés selon les lois nationales qui en régissent l'exercice.*

Comme on ne fait aucunement allusion à un service public d'éducation dans cet article, on est en droit de se demander de quelle façon on crée ces établissements scolaires, serait-ce des établissements privés de fait ?

La loi d'orientation sur l'école de François Fillon commence par : « tout va mal ». En bref, notre système éducatif nous coûte de plus en plus cher (6% du PIB pour la formation initiale et surtout 0,6% de plus que les autres pays européens !!!) et il est de moins en moins efficace. L'argument est imparable, pourquoi continuer à payer autant pour un système qui fonctionne de plus en plus mal. Bien entendu, aucun point positif n'est mentionné, on peut d'ailleurs retrouver la même analyse pour le régime de sécurité sociale ou pour notre régime de retraite. En synthèse, on nous met la peur au ventre en nous affirmant que si l'on ne réforme pas, on va droit dans le mur.

Dans ce projet, la grande orientation est de créer « une école plus juste, plus efficace et plus ouverte ». Voyons quelques-unes des propositions Fillon (sur les 14) :

- L'attribution des bourses au mérite. Elles sont, bien sûr, soumises à des conditions de ressources et seuls ceux qui auront eu la mention « bien » ou « très bien » au brevet ou « très bien » au baccalauréat pourront en bénéficier. Cette mesure ne va sans doute pas leur coûter très cher.
- Le nouveau brevet avec la note de vie scolaire qui visera à noter l'assiduité, la discipline, le civisme et l'engagement de l'élève. De plus, il sera assorti de mentions « assez bien », « bien » et « très bien » pour souligner les mérites de ceux qui auront achevé leur scolarité au collège dans « de bonnes conditions ».
- La garantie de la maîtrise d'un socle commun qui sera validé à la fin de la 3^{ème} par le brevet. Après, il n'y a plus de garantie. D'ailleurs, Fillon fait référence de nombreuses fois à la scolarité obligatoire dans son projet, doit-on comprendre que l'Etat va se désengager totalement pour étape suivante ?
- Dans le cadre de l'école plus juste, on a vu déjà le point des bourses au mérite, c'est-à-dire que l'on aide ceux qui réussissent. C'est une mesure qui ne me semble pas du tout correspondre avec ce qui pour moi est juste. Mais, il y a aussi le thème de personnaliser le soutien aux élèves en difficulté et quand on rentre dans le détail de cette mesure, on s'aperçoit que le chef d'établissement doit se débrouiller pour trouver des professeurs qui font partie d'un réseau d'aide aux élèves en difficulté. Les seuls moyens accordés sont un contingent d'heures supplémentaires.
- Nous avons vu aussi la réforme du baccalauréat qui fait également partie de ce projet. Elle vise à simplifier l'examen, en supprimant des épreuves dans certaines matières qui seront évaluées par un contrôle continu. On peut se demander ce qui se passera pour l'élève qui aura été pris « en grippe » par l'ensemble de ses professeurs. L'avantage de l'examen est qu'il y a impartialité totale au niveau de la correction et de la notation.
- Ce qu'ils entendent par une école plus ouverte, c'est de faire découvrir le monde passionnant du travail aux élèves de 3^{ème}. Orientation professionnelle immédiate, avec un cycle d'apprentissage pour les plus faibles et aussi sans doute pour que chacun comprenne, le plus tôt possible, que l'on va à l'école pour travailler et produire.
- En relation avec les langues étrangères : apprentissage d'une langue étrangère au CE2, puis au CE1, soit juste après le CP, environ à 7 ans. Et une seconde langue à partir de la 5^{ème}. On peut aussi noter cette décision qui a été prise en partenariat avec l'Allemagne : « **Un effort particulier de promotion et d'enseignement de l'allemand sera entrepris dès l'école primaire afin que davantage de jeunes parlent la langue du premier partenaire économique de notre pays** » (texte dans le texte du projet). L'objectif est d'augmenter le nombre d'élèves germanistes de 20% en 5 ans !
- Et on pourrait continuer longtemps comme cela ...

Je voudrais oser un scénario caricatural qui pourrait imaginer ce futur social au niveau éducatif, « si juste, si ouvert et si efficace ».

Dans ce futur espace de liberté européen, toi, le futur cadre néo-libéral, tu devras te dépêcher de sortir rapidement de l'enfance, les voitures et les poupées tu devras vite ranger. Quand tu arriveras au CE1, tu devras apprendre l'allemand, la langue du premier partenaire économique de la France (projet de loi Fillon). Tes parents travailleront très dur, car la compétition sera rude et parce qu'ils devront économiser pour leur retraite, pour leur santé, pour tes futures études supérieures... Ils travailleront tellement que tu les verras peu et lorsque tu les verras, ils seront fatigués et stressés et ils te stresseront pour que tu travailles plus. Ils te feront peur très tôt, en te disant que si tu ne travailles pas bien, tu finiras comme SDF plus tard. A l'école, on te jugera sur ton comportement. La rébellion est interdite, pas d'humeur maussade et pas de timidité, tu dois apprendre à montrer les dents, mais dans le cadre qui t'es imparti ! Tu vas comprendre très vite que tu es en compétition avec tous les autres élèves et tu dois devenir le meilleur, gage de réussite future !

Après ta scolarité obligatoire, tes parents devront te placer dans une école privée en seconde, car tout le monde fait ça, et surtout parce qu'il n'y a presque plus de lycées publics. Si encore tu vivais à Paris, tu verrais qu'il y en a un peu plus, mais ils sont surtout réservés aux élites. Tes parents savent bien que tu n'as aucune chance de réussir dans les lycées publics de ta région, leur réputation est tellement mauvaise.

Enfin, après tant de travail et tant d'efforts, tu finiras par avoir tous tes diplômes. Tu maîtriseras les langues des partenaires économiques de ton pays, tu seras incollable en informatique, Internet n'aura aucun secret pour toi et tu seras prêt à tout pour trouver un travail. Tu seras un bon citoyen européen, tu auras parfaitement intégré la logique du chacun pour soi et de la compétitivité absolue. Tu seras toujours pressé, parfaitement mobile et tu n'auras aucun problème pour travailler n'importe où en Europe. Tu deviendras un super cadre, super dynamique et super robotisé, et tu remercieras souvent l'Europe, tes parents et tes efforts car, sinon, qu'est-ce que tu aurais pu devenir ? Tu remercieras beaucoup tous ceux qui ont œuvré pour que tu t'adaptes parfaitement à cette société qu'ils ont créée de toutes pièces. Peut-être que si tu t'étais rebellé elle aurait pu être différente, mais tu as eu peur. Rappelle-toi, tu as voulu déjà en CE1 quand on t'a obligé à apprendre cette langue bizarre, puis au lycée, il y a eu des manifestations, mais tu n'as pas voulu y aller, pourtant tu savais que c'était important. Mais tu as eu peur de faire partie de ces millions d'exclus, de ces gens qui courent après les « petits boulots », dont le futur est si incertain... Le tien est tout tracé, et quand tu penses à ce que tu aurais pu devenir, tu n'es pas mécontent de toi, même si quelquefois tu prends des cachets pour tenir le coup, même si tu n'as pas le temps de profiter de tes enfants, même si quelquefois tu sens en toi un vide un peu effrayant et que tu te demandes quel sens a ta vie, même si quelquefois tu te souviens que tu t'es profondément trahi.